

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/NGO/16
22 janvier 1960
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE
LA PROTECTION DES MINORITES

Douzième session
Point 6 de l'ordre du jour

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DES DROITS POLITIQUES

Exposé présenté par la Ligue internationale des droits de l'homme,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de
la Catégorie B

Le Secrétaire général a reçu l'exposé suivant, qu'il fait distribuer conformément aux paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

Daté du 20 janvier 1960
Reçu le 21 janvier 1960

Dans le mémoire de M. Hernan Santa Cruz (E/CN.4/Sub.2/L.158), en date du 8 décembre 1959, il est dit au paragraphe 11 qu'aucune organisation non gouvernementale n'a communiqué l'an passé de renseignements supplémentaires au sujet des mesures discriminatoires dans le domaine des droits politiques. La Ligue internationale des droits de l'homme s'étant pour sa part efforcée de répondre à l'invitation faite aux organisations non gouvernementales, nous désirons formuler les observations ci-après :

1) La Ligue a communiqué le questionnaire établi par la Division des droits de l'homme à toutes ses filiales et à tous ses correspondants, qui sont plus de 200 dans le monde. Toutes les réponses qu'elle a reçues font valoir que les renseignements demandés sont trop nombreux et trop détaillés pour que des organisations bénévoles puissent les réunir sans l'assistance d'experts, dont aucune ne dispose.

2) La Ligue a également fait des démarches auprès des sièges internationaux d'organisations politiques représentant habituellement une minorité; là encore, les résultats ont été les mêmes. La Ligue s'est alors adressée à l'Association internationale de science politique dont le Siège est à Genève. Celle-ci a adressé à ses filiales et correspondants du monde entier un questionnaire légèrement remanié et abrégé. Bien que les membres de ces organisations soient apparemment plus qualifiés, sur le plan professionnel, pour réunir les renseignements demandés, aucun résultat appréciable n'a été obtenu.

3) La Ligue s'est également mise en rapport avec d'autres organisations non gouvernementales qui pouvaient avoir compétence en la matière; elle a en outre consulté la deuxième conférence des organisations non gouvernementales qui s'est réunie sous les auspices de l'ONU à Genève en juin 1959. Cette conférence a adopté une résolution, citée au paragraphe 171 du document E/NGO/CONF.2/7, par laquelle elle invitait les organisations non gouvernementales à coopérer à l'étude de la Sous-Commission. Nous apprenons qu'aucune organisation non gouvernementale n'a répondu à cet appel.

4) Etant donné le résultat de ces efforts, nous sommes portés à conclure que les organisations non gouvernementales ne pourront être d'aucun secours appréciable à moins qu'un centre d'enquête et de recherche n'entreprenne l'étude envisagée, soit au moyen de ses ressources propres, soit avec une aide financière spéciale, et que l'étude n'ait pour base un questionnaire beaucoup plus simple.

M. Santa Cruz ayant indiqué au paragraphe 8 de son mémoire que l'étude ne pourrait être terminée avant janvier 1962, la Ligue s'efforcera d'aider la Sous-Commission en trouvant un centre de recherche capable de s'acquitter des obligations que nous partageons avec la Sous-Commission et d'établir les faits dans ce domaine important en se fondant sur l'opinion des partis politiques, des institutions privées et des spécialistes des sciences politiques.
